

Direction de la Culture, de la Jeunesse et
des Sports

ACTES DU COLLOQUE

« NEUJ PRO 2011 - 10èmes Rencontres Nationales des Professionnels et des Elus de la Jeunesse »

TABLE RONDE 4 « Voter, ça les intéresse ? »

↳ Intervenants :

Bernard ROUDET, Chargé d'études et de recherches à l'INJEP

Jennifer De NIJS, Consultante du Forum Européen jeunesse sur le projet « La Ligue des Jeunes électeurs »

Animateur : Frédéric DUBOS, Directeur Adjoint en charge de la Culture, de la Jeunesse et des Sports au Conseil général de l'Allier

Frédéric Dubos :

Bonjour. Frédéric Dubos. Je suis Directeur adjoint au Conseil général chargé de la culture, du sport et de la jeunesse. J'ai la lourde tâche d'animer cet atelier. Les intervenants se présenteront tout à l'heure. En préambule, je voulais vous dire deux mots sur la thématique qui nous intéresse aujourd'hui. Depuis hier, on a bien abordé ce sujet. En ce qui me concerne, je pense que depuis 25, voire 30 ans, systématiquement, on a exclu les jeunes d'un certain nombre de décisions politiques, syndicales, associatives et, aujourd'hui, le symptôme de leur désengagement me semble assez juste et révélateur de l'absence d'implication, d'une place qu'on ne leur a pas laissée au sein d'un certain nombre d'organes de décisions, d'implications citoyennes. A partir de là, leur absence d'engagement ne semble qu'un juste retour des choses de leur part, leur désintérêt pour la chose publique. On va voir comment nos intervenants analysent la chose et surtout peut-être, nous proposent des solutions pédagogiques ou de société pour retrouver notre jeunesse, en tout cas, la faire retourner aux urnes parce qu'il me semble très important qu'elle puisse, à un moment donné, donner son avis. Je vais commencer par laisser la parole à Bernard Roudet. Cédric Bloquet, le Délégué général du CIDEM est, actuellement, à Zagreb. Il est bloqué à l'aéroport de Zagreb et ne pourra pas être parmi nous. Je laisse tout de suite la parole à Bernard Roudet de l'INJEP.

Bernard Roudet :

Merci. Je travaille à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, l'INJEP, autrefois à Marly-le-Roi, désormais à Paris, mais qui existe toujours. Je suis plus particulièrement les questions relatives aux comportements, aux pratiques, aux valeurs des jeunes. Je travaille plus particulièrement les questions relatives aux comportements, aux modes de vie, aux valeurs des jeunes. Et notamment, je travaille sur ce qu'on appelle une analyse secondaire sur les jeunes adultes, les 18/29 ans, de la partie française d'une grande enquête européenne qui s'appelle l'enquête « Valeurs ». Nous avons sorti un quatre pages que j'ai mis à votre disposition qui est l'analyse des résultats de cette enquête, la dernière enquête de 2008 relative au lien des jeunes à la politique. Ce n'est pas forcément des thématiques que j'aborderai ici, mais c'est un peu complémentaire de mon intervention.

Je crois qu'on a une vingtaine de minutes. Pendant ces 20 minutes, je me propose d'interroger la question de l'abstention, pas forcément d'apporter des éléments de réponse. On évoquera ça dans le débat. On est face à un discours social qui n'est pas très nouveau et qui insiste beaucoup sur la dépolitisation des jeunes. J'avais même trouvé une phrase de Sartre qui date de 64 et qui était dans un article paru dans le premier numéro du *Nouvel Observateur*, dans lequel Sartre regrettait que les jeunes français s'intéressent moins directement au combat politique, 1964. On vit toujours un peu dans une espèce de mythologie d'un avant où les jeunes seraient beaucoup plus engagés, les années 68, les années 70. Cette thématique de l'incivisme des jeunes générations, de leur désintérêt pour la politique, s'est notablement accrue en 2002, lors des élections présidentielles, où les jeunes se sont particulièrement abstenus, donc thématique de l'incivisme qui est corrélée à la thématique de l'abstentionnisme électoral, un prétendu retrait politique des jeunes qui mérite donc d'être interrogé.

Pour démarrer, deux ou trois chiffres, il n'y en aura pas beaucoup. Revenons sur ces élections de 2002. Qu'est-ce qui s'est passé en 2002 ? Au premier tour des présidentielles, il y a eu une abstention pour l'ensemble de la population de 30 %, et qui était pour les 18/24 ans de 34 %, c'est-à-dire en moyenne 30 % d'abstention et 34 % pour les 18/24 ans, 32 % pour les 25/30 ans. Donc une abstention légèrement supérieure chez les jeunes, mais pas forcément très différente de celle de l'ensemble de la population. Cela permet de relativiser l'abstentionnisme juvénile. Je me précise que, là, je me réfère au panel électoral du CEVIPOF, des chiffres liés à une enquête du CEVIPOF, Centre d'étude de la vie politique française, laboratoire de Sciences-Po Paris. Au deuxième tour de ces présidentielles de 2002, 18/24 ans : 22 % d'abstention, 25/30 ans : 25 % d'abstention, ensemble de la population : 23 %. On s'aperçoit, là, qu'il y a eu un écart de 12 points entre le premier tour et le second tour des présidentielles, qui est l'écart le plus important, ensuite on est sur moins 7 points pour d'autres tranches d'âge. Cela montre que les jeunes, s'ils se sont légèrement plus abstenus que les adultes au premier tour, se sont largement plus mobilisés au deuxième tour des présidentielles ce qui, là encore, permet de relativiser un petit peu l'abstentionnisme souvent pointé des jeunes générations en 2002. Il est vrai qu'aux législatives, l'abstention a été beaucoup plus forte. Premier tour des législatives, 18/24 ans : 51 % d'abstention pour une moyenne de 36 %. Si l'on compare avec la tranche d'âge des cinquantenaires, les 50/59 ans se sont abstenus pour 25 %. Donc le double, 18/24 ans : 51 %, 50/59 ans : 25 % d'abstention au premier tour des législatives. Des chiffres qui sont, effectivement, assez significatifs et qui nous conduisent à nous interroger sur la façon dont on peut analyser cette abstention. Comment on peut l'interpréter, comment on peut l'expliquer ?

Il y a des premiers éléments d'explication qui ont été mis en avant, essentiellement, par une politicologue qui s'appelle Anne Muxel qui parle du moratoire électoral des années de jeunesse, c'est-à-dire qu'en quelque sorte le vote augmente avec l'entrée dans la vie active, au fur et à mesure de l'insertion sociale. Au fur et à mesure de l'insertion professionnelle, au fur et à mesure de la familiarisation avec la vie politique, les jeunes se dirigent davantage vers les urnes, et puisque finalement ces jeunes entrent plus tardivement et plus progressivement dans la vie active, puisque leur stabilisation économique et sociale se fait plus attendre, ils votent moins jusqu'à un âge un peu plus avancé. C'est une explication qui pointe sur un temps de maturation qui serait nécessaire pour construire une citoyenneté active. D'un point de vue sociologique, on parle ici d'un effet d'âge. En quelque sorte, c'est un effet qui est lié à la jeunesse, à la situation propre de la jeunesse et qui diminue, change au fur et à mesure qu'on avance en âge, donc un effet d'âge, un effet de cycle de vie en quelque sorte. Première explication.

Il y a une seconde explication qui est plus récente. Là, je me réfère à un travail d'un autre politicologue, qui s'appelle Pierre Bréchon, qui est d'ailleurs un des collaborateurs de l'enquête ARVAL, qui publiera cet automne un chapitre dans un ouvrage collectif qui n'est pas encore sorti, et qui dit que cet abstentionnisme ne s'explique pas forcément uniquement par le moratoire des années de jeunesse, c'est-à-dire par un effet de cycle de vie. Pierre Bréchon a suivi l'intensité de l'abstention tout au long de leur vie d'un certain nombre de cohortes nées entre le début du siècle et 1989. Il a examiné leur participation essentiellement aux élections présidentielles et législatives entre 62 et 2007. De cette analyse, il apparaît, notamment, que les membres des cohortes nées entre 47 et 52, la génération du baby-boom, cette fameuse génération du baby-boom dont les éléments les plus jeunes arrivent aujourd'hui à la soixantaine, les cohortes précédentes étaient un peu dans la même situation, ont toujours davantage voté à la fin de ce qu'on pourrait appeler leur

période de socialisation ou d'intégration sociale, autour de la trentaine grosso modo. Mais, il s'aperçoit que, pour les plus jeunes générations, ce phénomène se reproduit moins, pour les générations nées à partir des années soixante, et que celles-ci manifestent un rapport beaucoup plus distancé au vote. En quelque sorte, Pierre Bréchon expliquerait moins la montée de l'abstention par un effet d'âge que par un effet de génération. C'est les générations les plus récentes qui votent moins, ont un rapport différent au vote. Cette seconde explication de l'abstentionnisme juvénile par un effet de génération peut se confirmer si l'on examine plus précisément comment se caractérise cette abstention. Trois éléments que je mettrai en avant. Tout d'abord, les travaux conduits montrent que si l'abstention s'est réellement répandue, la différence de participation électorale entre les jeunes et les adultes demeure relativement stable depuis une trentaine d'années. En d'autres termes, si les jeunes s'abstiennent, les adultes s'abstiennent aussi. Et l'abstention, et plus précisément la montée de l'abstention, concerne toutes les catégories d'âge. Deuxième élément, l'abstention systématique est relativement rare des électeurs qui, jamais, ne vont voter quel que soit le type d'élection. C'est à peu près 10 % de l'ensemble des inscrits. Et, là encore, c'est une proportion qui reste stable et qui concerne, essentiellement, les catégories les plus défavorisées, les moins intégrées socialement et économiquement de la population. Troisième point, en conséquence, on peut dire que l'augmentation de l'abstention particulièrement chez les jeunes résulte moins d'une abstention systématique que d'un recul du vote régulier au profit du vote intermittent. C'est bien cette idée de vote intermittent qu'il est important de prendre en considération, de progression d'une participation électorale intermittente au détriment d'une participation constante. C'est ce phénomène qui explique quasiment totalement la montée de l'abstention en France, montée de l'abstention qui date des années 80, début, en tout cas sûrement de la fin des années 80. En même temps, dans toutes les enquêtes aussi, les jeunes hésitent moins qu'autrefois à reconnaître l'intermittence de leur vote, c'est-à-dire que ce fait de voter de manière intermittente prend une légitimité il est de plus en plus légitime. On le reconnaît, on le dit, on l'admet. Il y a un caractère légitime de cet abstentionnisme intermittent. Je vous donnerai encore quelques chiffres qui sont, cette fois-ci, issus des élections présidentielles et législatives de 2007, des chiffres qui sont tirés d'analyses de l'INSEE. Si l'on prend le vote systématique à tous les tours des deux élections présidentielles et législatives, pour la tranche d'âge des 18/29 ans, c'est à peu près 30 % qui ont voté systématiquement aux deux tours, pour la tranche d'âge des 50/59 ans, c'est 60 %, le double. L'abstention systématique à tous les tours des deux élections, c'est 12 % chez les 18/24 ans. Mais, ce qui est important de voir, ce qui est intéressant, c'est le vote intermittent. Le vote intermittent pour les 18/24 ans ou les 25/29 ans, il est de 57 %. Et, au fur et à mesure qu'on remonte les tranches d'âge jusqu'à 80 ans et plus, par tranche d'âge de 5 ans, ce vote intermittent diminue : 52, 45, 40, 36, 33, 31, 29, 28, 24. On est vraiment confronté à ce phénomène du vote intermittent ou de l'abstentionnisme intermittent, donc des éléments qui nous permettent de caractériser un peu plus ce qu'est cet abstentionnisme juvénile.

On parle beaucoup d'un incivisme des jeunes générations. Les jeunes générations ne votent plus, non elles votent différemment. C'est ce qu'il faut bien prendre en compte. Donc, l'abstention s'est développée depuis une trentaine d'années. Et l'abstention, retenons-le, relève moins d'un effet d'âge, limité à une période de la vie, que d'un effet de génération, donc s'expliquant par l'appartenance des individus à une génération différente. Ce qui est aussi important de voir c'est que, généralement, en sociologie le renouvellement générationnel est considéré comme étant à l'origine de changements sociaux, d'évolutions dans les valeurs, dans les pratiques. Ces différenciations liées aux générations, très souvent, perdurent tout au long du cycle de vie, mais leurs conséquences sont aussi susceptibles de se poursuivre avec les cohortes suivantes, avec les générations suivantes, voire de s'amplifier. On est là dans un phénomène qui est, effectivement, issu des jeunes générations, mais qui se transmet ensuite à l'ensemble des générations et qui, même, se développe. On est moins encore sur un effet d'âge, âge de la vie, mais sur un effet jeune génération. J'ai encore un tout petit peu de temps, une dizaine de minutes à peine.

Quelles explications peut-on donner à ce changement lié à un effet de génération ? Je vous propose d'en examiner quatre explications qui sont souvent, d'ailleurs, largement reprises dans les commentaires politiques ou dans les commentaires des médias. Une première réponse, c'est que ces générations, nées depuis les années 60, rejettent davantage le personnel politique, en quelque sorte elles sont plus critiques à l'encontre des élus que les générations plus âgées. Les enquêtes

conduites nous montrent que la perception du personnel politique évolue beaucoup en dents de scie. Elle évolue selon des effets de période. Elle monte, elle redescend. Globalement, de toute façon, elle est mauvaise en France, mais, en tout cas, il n'y a pas de différence dans la perception du personnel politique, plutôt mauvaise, entre les jeunes générations et les générations plus âgées. On ne peut pas expliquer l'abstentionnisme des jeunes générations par un plus fort rejet des élites politiques. Une autre proposition qui est souvent avancée, c'est que l'abstentionnisme des jeunes pourrait s'expliquer parce qu'ils se sentent moins concernés par la politique ou parce qu'ils se sentent moins compétents dans le domaine politique. Pour reprendre l'intitulé de cette table ronde, voter, ça ne les intéresse pas parce que la politique ça ne les intéresse pas. Là encore, c'est vrai que, dans une société française qui, globalement, s'intéresse assez peu à la politique, est assez peu politisée, les jeunes Français ne se distinguent pas par un intérêt passionné pour la politique. Mais, lorsqu'on examine les résultats d'un certain nombre d'enquêtes et, notamment, de l'enquête « Valeurs » et c'est ce qui est fait dans ce papier, on s'aperçoit qu'on est plutôt sur une tendance à la hausse. C'est-à-dire que, dans l'enquête de 2008, les jeunes s'intéressent plutôt davantage à la politique, discutent davantage politique avec leurs amis, suivent davantage l'actualité politique dans les médias et que même, ils s'intéressent autant à la politique que les adultes désormais. Donc, là encore, on ne peut pas dire que c'est par désintérêt ou par un sentiment d'incompétence parce qu'ils sont de plus en plus compétents. Le niveau de diplôme globalement augmente et la compétence en matière de politique augmente en même temps qu'on a davantage de jeunes diplômés en France. Ce n'est sans doute pas la bonne explication.

Troisième explication, il y a une prise de distance avec les élections parce que les générations arrivées à l'âge électoral en 81 ont connu la gauche au pouvoir, ont été déçues, ont été confrontées à des cohabitations successives, et là encore, se disent gauche, droite, il n'y a pas grande différence et les enjeux électoraux ne méritent pas le déplacement. Là encore, les résultats de l'enquête « Valeurs » nous montrent que chez les français et, tout particulièrement, chez les jeunes, ils refusent moins qu'auparavant de se positionner politiquement. C'est-à-dire lorsqu'on demande « voulez-vous vous placer sur une échelle politique de 1 pour la gauche à 10 pour la droite », ils sont moins nombreux à le refuser, ce qui indique, d'une part, qu'ils s'intéressent davantage à la politique, mais surtout que le clivage, la polarisation entre la gauche et la droite fait toujours sens pour eux, a une certaine signification. Donc, on ne peut pas dire qu'ils votent moins parce que pour eux, la gauche et la droite c'est pareil.

On arrive à une quatrième explication qui, cette fois-ci, retiendra un peu plus notre attention. C'est que si ces jeunes générations votent moins, c'est-à-dire que si la participation électorale s'amointrit, c'est peut-être parce qu'ils mettent en avant d'autres formes de participation et que notamment, à côté de la participation électorale, prennent place des formes de participation qui sont moins institutionnelles, sont plus individualisées, et notamment, la participation protestataire, le fait de participer à des manifestations, de signer une pétition. Là aussi, les réponses de l'enquête « Valeurs » montrent que près de deux jeunes sur trois ont déjà signé une pétition en 2008, un sur deux a participé à une manifestation. On est régulièrement dans un phénomène d'augmentation de la participation à des manifestations ou à des mouvements protestataires et que, là encore, ce phénomène est d'abord générationnel. Les générations les plus âgées étaient peu protestataires. Les générations du baby-boom l'étaient nettement plus. Et les générations d'aujourd'hui qui arrivent à l'âge adulte confirment et amplifient encore cette tendance. Donc, une importance accordée à l'action directe qui, comme le vote intermittent, montre que la médiation traditionnelle que constitue la représentation politique est un petit peu mise à l'écart par rapport à d'autres formes de participation, par rapport à d'autres formes d'action, un autre rapport aux politiques qui serait plus individualisé. Dans ce contexte, l'acte électoral change. On ne va plus voter pour accomplir son devoir citoyen. La norme civique du vote s'affaiblit. Et, davantage que comme un devoir, le vote est conçu comme un droit, un droit que l'on exerce au gré des enjeux du moment, au gré de la proposition des partis politiques, de l'offre politique, de la personnalité des candidats. Auparavant, on pouvait ne pas être politisé, mais on allait quand même voter pour accomplir son devoir électoral. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. En même temps, les jeunes générations sont plus mobiles dans leurs choix électoraux. Elles hésitent de plus en plus, jusqu'au dernier moment, pour savoir pour qui elles vont voter, souvent le jour même, la semaine ou le jour même. On est moins sur un vote de conviction comme on pouvait l'être auparavant. Et on peut être sur un phénomène de politisation qu'on peut appeler une politisation négative parce qu'on

peut aussi voter pour un candidat parce qu'on est contre un autre. C'est pour partie une des explications du fort vote des jeunes pour Ségolène au second tour des présidentielles de 2007. C'était tout autant pour voter contre Sarkozy que par attirance pour la candidature de Ségolène Royal. La proximité vis-à-vis des formations politiques et des partis politiques tend à s'affaiblir, mais, là encore le vote reste, et c'est un point qui apparaît dans toutes les enquêtes, fortement valorisé par les jeunes, c'est-à-dire le vote comme élément central du système démocratique est mis en avant régulièrement. Ils restent attachés au vote en tant que tel.

Il faut bien comprendre que cette méfiance vis-à-vis des médiations politiques dans leur dimension la plus institutionnelle n'est pas liée à un refus global du politique en tant que tel, à un désintérêt pour la vie publique. Je pense qu'on est beaucoup plus dans un phénomène de recomposition, de changement du lien politique, des modalités d'inscription dans l'espace public. Et l'accroissement de la participation protestataire est assez révélateur de ce rapport renouvelé avec la politique, mais même avec l'ensemble de la société qui mêle le proche au global, qui privilégie, parfois, un rapport assez émotionnel à l'évènement, un engagement qui est souvent fort, mais aussi limité dans le temps et qui témoigne aussi de réelles capacités d'auto-organisation.

Donc, les pratiques des nouvelles générations expriment en quelque sorte l'émergence d'une nouvelle culture politique, je pense qu'on peut le dire, d'une culture différente de celle de leurs aînés, évolution liée elle-même à un changement plus large dans les systèmes de valeur. Et, c'est, à mon avis, là que réside l'explication profonde de la montée de l'abstentionnisme.

Je conclurai, je m'arrêterai sur cet aspect, c'est-à-dire que la politique, comme d'autres domaines de la vie sociale, devient de plus en plus une question de choix personnel, de choix individuel et marquant, en cela, l'émergence de valeurs que l'on peut qualifier de valeurs d'individualisation qui ne sont pas des valeurs d'individualisme. L'individualisation est caractérisée - je ne sais pas, peut-être que de Singly en a parlé, je n'étais pas là ce matin, parce que c'est aussi un de ses angles de travail, de réflexion - l'individualisation se caractérise par la volonté d'autonomie des individus qui souhaitent faire leurs propres choix dans tous les domaines de l'existence, qui désirent construire, en quelque sorte, leurs propres valeurs, leur propre manière de vivre, indépendamment de tout caractère impersonnel d'une morale qui serait extérieure, qui apparaîtrait comme des principes extérieurs hérités du passé ou imposée par des institutions, que ces institutions soient religieuses, politiques, scolaires, voire familiales. J'aurais encore d'autres choses à dire, mais je ne veux pas monopoliser la parole.

Frédéric Dubos :

Merci. Je vous propose de faire intervenir notre collègue et ensuite on pourra réagir globalement aux deux interventions.

Jennifer De Nijs :

Bonjour. Je m'appelle Jennifer De Nijs. Je travaille pour le Forum européen de la jeunesse qui est basé à Bruxelles. Je vous propose de parler de ce qu'on fait au Forum européen de la jeunesse. C'est lié à l'intervention qu'on vient d'entendre, mais avec une perspective européenne, en ce qui concerne les élections du Parlement européen en 2009 et l'abstentionnisme des jeunes en 2009, si on peut dire de 2004 à 2009, à aujourd'hui, de l'abstentionnisme des élections du Parlement européen. D'abord, je vous donnerai une petite introduction sur le Forum européen, après je vous parlerai de la problématique de l'abstentionnisme et après je vous parlerai d'un nouveau projet qu'on a juste commencé en juillet qui s'appelle « la ligue des jeunes électeurs » qui veut un peu donner une solution à cette problématique de l'abstentionnisme au niveau des élections européennes, mais aussi les élections nationales.

Le Forum européen de la jeunesse, c'est quoi ? Le Forum européen de la jeunesse est une plateforme indépendante et démocratique et dirigée par des jeunes. Nous représentons plus de 98 organisations, des ONG de la jeunesse internationales, mais aussi des conseils nationaux de la jeunesse. Notre but est le renforcement des capacités des jeunes afin qu'ils participent activement à la société et améliorent leur propre vie. Nous le faisons en représentant et en défendant leurs intérêts et leurs besoins et ceux de leurs organisations auprès des institutions européennes parce qu'on est basé à Bruxelles, c'est un rôle très important, mais aussi par rapport au Conseil de l'Europe et des Nations unies. C'est très théorique. Mais, plus concrètement, on travaille souvent avec les institutions européennes pour améliorer les politiques de jeunesse de la Commission

européenne, du Parlement européen. Il nous semble aussi une force de lobby si ces politiques ne sont pas mises en œuvre. C'est souvent le cas.

Maintenant, je vais vous parler de l'abstentionnisme des jeunes aux élections européennes. Vous avez entendu la problématique en France, mais on peut généraliser la théorie au niveau européen. Ce n'est pas seulement le cas avec la jeunesse française, mais aussi de la jeunesse de l'Union européenne. C'est une problématique presque globale. Après les dernières élections du Parlement européen en 2009, on a vu des taux de participation extrêmement bas parmi les jeunes. Avant les élections de 2009, la Commission européenne avait même lancé une campagne de communication exclusivement dirigée vers les jeunes. Pour la première fois, en 2004, il n'y avait aucune stratégie de communication dirigée vers les jeunes. En 2009, les institutions ont constaté qu'il y avait une petite diminution de participation des jeunes. Elles ont payé à MTV une grande somme pour faire un spot télévisé dans tous les pays de l'Union européenne qui s'appelait « Europe, écoutez-moi ». C'était une campagne relativement superficielle qui disait « les élections se passent, c'est important de voter. Allez voter pour montrer votre voix ». Mais, malheureusement, ça a été un peu un échec, pas parce que la campagne était mal dirigée mais parce qu'elle était très superficielle en ne donnant pas aux jeunes le moyen de former leur propre opinion. C'était juste un slogan « allez voter », mais il n'y avait pas de contenu, mais il n'y avait pas d'informations. Les élections européennes sont compliquées pas seulement pour les jeunes, mais aussi pour les adultes. Il y a des partis politiques qui sont liés à des partis nationaux. Les candidats, parfois, ont des objectifs qui ne sont pas les objectifs du parti européen. C'est vraiment compliqué. Et il n'y avait rien comme information pour les jeunes pour aller voter. La participation des jeunes a diminué encore une fois après cette campagne de communication. En 2004, 33 % des jeunes sont allés voter. En 2009, c'était 29 %. C'est le taux des 18/29 ans. C'est le même routage qu'on a vu avant. Ce taux était encore plus bas chez les jeunes français qui ont voté pour les élections européennes à 25 %. En comparaison, les personnes de plus de 55 ans ont voté à 50 % en général dans l'Union européenne. On voit une très grande disparité entre ces taux. Ces taux nous posent plusieurs questions. Il y a des questions qu'on a déjà entendues un peu, comme : est-ce que les jeunes européens ne sont pas intéressés par la politique ? Ou est-ce qu'ils montrent leur intérêt d'une manière différente des manières traditionnelles ? Comment peut-on motiver les jeunes à voter ? Et, comment une campagne électorale peut-elle inciter les jeunes à voter ?

Ce sont ces questions qui nous ont amenés à lancer un nouveau projet. Nous voulons renforcer la participation des jeunes aux prochaines élections du Parlement européen en 2014. Et pour cela, on a décidé de lancer ce projet qui s'appelle « La ligue des jeunes électeurs ». On a commencé ce projet en juillet de cette année. On est dans la phase de faisabilité. Ça veut dire qu'on a fait des études, qu'on a regardé les statistiques, les taux. On fait des recherches dans les thèmes qui sont importants pour les jeunes au niveau des politiques européennes, mais aussi nationales. Quels sont les thèmes qui sont importants pour les jeunes ? Cette ligue est inspirée de la ligue des femmes électrices qui a été créée aux Etats-Unis en 1920 lorsque les femmes ont eu, pour la première fois, le droit de voter. Les femmes votaient le parti de leur mari parce qu'elles n'avaient pas vraiment d'informations. Le mari disait « les socialistes sont bons ». « OK ». Cette ligue des femmes électrices voulait donner des informations aux femmes sur ce qui est important pour elles. Peut-être que des thèmes sont plus importants pour les femmes que pour les hommes. Cette ligue avait pour but de sensibiliser les femmes aux thèmes les plus importants pour elles et leur donner des informations impartiales sur le positionnement des partis politiques sur ces thèmes. De la même manière, la ligue des jeunes électeurs veut faire ça pour les jeunes. Par différents moyens, cette ligue informera les jeunes de manière impartiale sur les questions de jeunesse. De plus, il est important de faire comprendre aux jeunes les liens entre les décisions qui sont prises à Bruxelles et à Strasbourg et leur propre vie. On peut dire que c'est le même problème avec les adultes. Souvent, on ne sait pas les choses qui sont décidées au Parlement européen à Bruxelles et Strasbourg, comment c'est lié à sa vie. Ce n'est pas clair. Et pour les jeunes, c'est encore plus difficile.

En même temps, on envisage que la ligue peut jouer un rôle de policier par rapport aux partis politiques européens. Si par exemple, les socialistes ne mentionnent aucune thématique importante pour les jeunes, mais tous les autres partis le font, on peut le souligner chez les candidats. On peut dire « regardez, on a fait une comparaison entre tous vos partis pour donner des informations aux jeunes. Regardez quels thèmes peuvent vous parler ». Un qui ne dit rien, on

peut le dire pour qu'il change peut-être le débat électoral pour inclure les jeunes. Depuis juillet, qu'est-ce qu'on a fait ? On a déterminé les thèmes d'importance pour les jeunes grâce aux sondages et statistiques de nos membres, on a presque 100 membres au niveau national, aussi les sondages de l'union européenne. Et, on a aussi fait notre propre sondage. Les thèmes qu'on a identifiés étaient l'emploi, l'éducation et la participation. Par ailleurs, on a analysé les campagnes électorales des partis européens et aussi quelques campagnes nationales de 2009 pour voir si ces partis politiques ont mentionné les thèmes importants pour les jeunes qu'on a identifiés et s'ils ont fait un effort de se diriger vers les jeunes, faire des posters un peu intéressants ou des spots télévisés, des débats qui incluent des discussions avec les jeunes, des thèmes intéressants pour eux. Mais on a vu que si on avait ces thèmes emploi, éducation, participation, c'était d'une manière extrêmement limitée. On a aussi fait des entretiens avec les partis politiques européens à Bruxelles. Ils nous ont dit que la jeunesse n'était pas la priorité pour la campagne électorale parce que si on regarde la démographie de l'union européenne, il y a plus de gens âgés que de gens jeunes. Je pense personnellement, après tous ces entretiens avec la police des MEP et les partis politiques, que ceci en train de changer lentement parce que les partis politiques voient le risque de désengagement des jeunes. C'est vraiment un risque comme vous avez mentionné avant. C'est peut-être une culture politique différente que les jeunes démontrent, mais c'est un risque pour la tradition des partis et les membres des partis politiques. Si ça change, c'est aussi un risque pour les gens qui font les politiques. C'est pour eux aussi important d'engager les jeunes.

Actuellement, on est en train d'analyser quel instrument ou quel outil les jeunes électeurs peuvent utiliser pour informer le plus grand taux de jeunes possible. La ligue des jeunes électeurs est vraiment théorique. C'est une idée. On doit regarder comment on peut achever d'informer beaucoup de jeunes. On envisage d'avoir une présence importante en ligne parce qu'on voit que c'est un des moyens où beaucoup de jeunes sont actifs et participent. Des brochures et des politiciens qui parlent, ce n'est pas vraiment un endroit où les jeunes viennent activement. Ils ne se sont pas motivés pour regarder la brochure ou aller sur le site Web d'un parti parce qu'ils ne connaissent pas peut-être. Pour nous, il est important d'identifier les sites Web ou les moyens, outils où les jeunes sont présents. Bien sûr, c'est Facebook ou Twitter ou Youtube. On veut avoir aussi une présence en ligne jusqu'à avoir un site Web de la ligue des jeunes électeurs avec toutes les informations. On veut aussi avoir une Application pour des smartphones, pour les i-Phones et BlackBerry où on a toutes les informations à télécharger gratuitement. Pour voter, on a la comparaison des thèmes importants pour les jeunes, comparaison de tous les partis, candidats ce qu'ils disent, avec peut-être des liens à Youtube des choses qui ont été dites. Comme ça, les jeunes peuvent former leur propre opinion. En plus, on veut avoir une campagne télévisée, encore une fois avec MTV. On en a parlé avec eux. Mais, cette fois, on peut fournir le contenu. La campagne n'est pas seulement « allez voter », mais donner un lien « allez voter » à Facebook, à Twitter, ou regardez s'il y a un site Web, téléchargez les App. Ils pourraient regarder vraiment pour eux-mêmes ce qui est important pour eux dans cette élection et pour qui voter. A Bruxelles, on veut faire des conférences, des séminaires, des publications. C'est aussi important d'enlever l'académie, si on le dit comme ça, avec des think tanks et informations politiques. On veut aussi avoir une ligue physique, un endroit où les jeunes peuvent aller prendre leurs informations. On ne sait pas encore si c'est vraiment utile, si c'est le plus important. Mais, il est aussi un peu important d'avoir un outil traditionnel en plus des plus modernes. Il est aussi important que cette initiative ne reste pas seulement à Bruxelles, car la vraie campagne électorale se déroule au niveau national. Pour cette raison, nos membres mettraient en œuvre cette campagne dans leur propre pays. On sait que ce projet est très ambitieux. Donc, on veut lancer une phase expérimentale de cette ligue des jeunes électeurs parce que les élections européennes se déroulent seulement en 2014. Il est un peu tôt pour faire cette phase de faisabilité. Mais, parce que les élections européennes sont tellement différentes des élections nationales, on veut vraiment tester si ces outils qu'on a pensé fonctionnent vraiment, si c'est vraiment un moyen d'engager les jeunes un peu plus et si c'est, aussi, mettre la pression sur les partis politiques pour mentionner un peu plus les thèmes importants pour les jeunes et les engager plus dans le débat de la politique.

On veut tester ça dans deux ou trois élections différentes de différents pays. Bien sûr, on va tester cette ligue en France l'année prochaine aux présidentielles et aussi aux législatives qui seront un endroit très important pour tester cela. On a vu aussi que les taux des jeunes Français changent du premier au deuxième tour. Il serait intéressant de regarder, si on fait une campagne avant un premier tour, si ça change un peu l'écart entre le premier et le deuxième tour. En plus, en France,

on aurait deux élections différentes : les législatives et les présidentielles. On veut aussi tester une élection locale. L'année prochaine, on aura le Royaume-Uni et l'Ecosse, et aussi en Allemagne. Et, comme élection parlementaire, en octobre l'année prochaine, on aura la Roumanie et la Lituanie. On n'a pas seulement l'ouest de l'Europe. Mais on n'a pas encore décidé à 100 % quelles élections on va choisir, car on est encore dans la phase de faisabilité. Tout commentaire, critique ou suggestion de votre part sont toujours bienvenus. Je vous remercie pour votre attention.

Frédéric Dubos :

La parole est à la salle.

Erwan Dagonne, Chargé de Communication et d'accompagnement des Collectivités à l'ANACEJ :
Erwan Dagonne de l'ANACEJ. Je me demandais si, aussi, un des éléments qui n'a pas été cité qui pourrait être défavorable au vote des jeunes, c'est leur inscription sur les listes. On sait que 15 % des jeunes, déjà, échappent à l'inscription. Mais même parmi les 85 % qui sont inscrits, on parle d'inscription automatique aujourd'hui sur les listes. Souvent, cette inscription n'est pas complètement finalisée. Un justificatif de domicile peut être aussi nécessaire et on sait que les jeunes sont très très mobiles. Est-ce qu'ils sont bien informés de leur inscription sur les listes ? Est-ce qu'ils savent les démarches qu'ils ont à faire ? Beaucoup d'entre eux sont mal inscrits sur les listes et le jour de l'élection, ils ne peuvent pas voter sans le savoir et découvrent aussi, peut-être trop tard, que c'était l'année précédente qu'ils devaient modifier leur inscription.

Julien Manniez, Président de l'Association cantonale enfance jeunesse de Grésy sur Aix ACEJ :
Bonjour. Julien Manniez. Je suis président d'une association qui gère la politique enfance jeunesse dans un canton en Savoie. Je voulais poser deux questions à Bernard Roudet. La première est de savoir si vous aviez des éléments sur la participation au vote dans les élections locales. Est-ce que vous remarquez une différence notamment aux municipales ? J'aimais assez l'introduction, tout à l'heure, sur le fait qu'on laissait peut-être un peu moins de place aux jeunes sur ces échelons et que ça jouait peut-être. Il pourrait y avoir la proximité avec les élus et, en même temps, malheureusement, quand on voit l'âge des élus municipaux, ça ne représente pas forcément bien la société. Et, la deuxième question, c'était si vous aviez des éléments ou des enquêtes sur le vote blanc. Est-ce que les jeunes auraient plutôt tendance à voter blanc plus que les autres citoyens ou non ? Merci.

Bernard Roudet :

Je vais répondre parce qu'après je vais oublier. On n'a pas tellement d'éléments sur le vote blanc. On n'a pas tant d'éléments fiables que ça sur l'abstention. Je m'aperçois que quand je cherche des données, souvent il faut faire appel à des enquêtes post-électorales ou aux enquêtes du CEVIPOF qui sont les chiffres que je vous ai donnés tout à l'heure. C'est une enquête sur 4 000 personnes. Donc, c'est une forme de sondage. On n'a pas des données par tranches d'âge très précises et très fiables, en tout cas comparables. Il faut aller prudemment sur les données. Sur les élections locales, on a souvent tendance à penser que, puisque c'est du local, ça marcherait mieux. C'est la proximité, phénomène d'interconnaissance. Ça reste à vérifier. La mobilisation la plus forte est pour les présidentielles. C'est là où l'ensemble de la population, y compris les jeunes, participent le plus aux élections, les présidentielles. Je n'ai pas d'informations plus précises que ça sur des élections locales. Mais, je ne suis pas sûr que la participation soit plus forte, même au niveau municipal. Là encore, il faudrait aller prudemment et faire la différence entre les communes rurales et les communes urbaines. Effectivement, il y a des phénomènes d'interconnaissance, de sociabilité qui sont plus forts dans les communes rurales et la participation est peut-être plus forte dans les communes rurales. Voilà pour cet aspect-là.

Sur l'inscription sur les listes électorales, ça joue effectivement. Et, comme vous l'avez très bien dit, c'est beaucoup lié au phénomène de mobilité qui est particulièrement important chez les jeunes diplômés, chez les jeunes étudiants et qui joue effectivement. En même temps, c'est un phénomène qui est certainement moins important que l'abstention volontaire, le phénomène « je ne vais pas voter parce que je ne me suis pas inscrit, je voulais aller voter, mais je ne suis pas inscrit ». Je pense qu'il est plutôt à appréhender, ce phénomène de non inscription, avec la situation des catégories les plus défavorisées que je n'ai pas évoquées dans mon exposé puisqu'il

ne faudrait pas oublier, tout de même, que même si on a une vague de fond générationnelle que j'évoquais, il y a aussi des phénomènes de structures sociales et que, globalement, moins des individus sont intégrés socialement, plus ils sont en difficulté économique et moins ils votent et moins ils sont inscrits sur les listes électorales. Le centre d'analyses stratégiques qui remplace le commissariat général au plan, après 2007, avait lancé un certain nombre d'études, je ne sais plus si c'est avant ou après les élections, en tout cas c'était un peu à ce moment-là, justement sur les phénomènes de non inscription dans les quartiers défavorisés. Et, il y avait notamment un travail de Céline Braconnier sur un quartier de Saint-Denis qui travaillait précisément sur les non inscriptions dans les catégories confrontées à des phénomènes de ghettoïsation, de précarisation, de marginalisation sociale. C'est là, à mon avis, qu'il faut voir le problème de non inscription sur les listes.

Jennifer De Nijs :

L'enregistrement pour les listes au niveau européen, c'est fait au niveau national. C'est exactement la même stratégie que celle que vous avez mentionnée. Je n'ai pas non plus de taux sur le vote blanc. Je confirme aussi la difficulté d'obtenir des taux pour les jeunes en ce qui concerne la participation aux élections. On n'a pas vraiment le groupe d'âge. Et, les taux d'un groupe d'âge, comme 18 à 24 ans, 25 à 29, sont parfois en dessous de 40 ans. On doit regarder toutes les statistiques. On doit calculer. Mais, les taux de la participation des jeunes aux élections n'existent pas systématiquement.

Un participant dans la salle :

Vous avez développé la notion de l'abstentionnisme relatif. Mais il y a quand même un paradoxe. Les jeunes votent plus aux présidentielles qu'aux législatives. Et on dit qu'ils sont, soi-disant, plus intéressés par les locales. C'est assez paradoxal dans votre analyse. Il y a là quelque chose qui paraît bizarre.

Bernard Roudet :

Les enjeux sont beaucoup plus clairs, plus évidents, plus personnalisés, plus médiatisés dans une élection présidentielle que dans une élection locale.

Un autre participant dans la salle :

Si je peux me permettre de réagir, vous avez donné un chiffre global, dans votre exposé, d'abstentionnisme en Europe. Mais, je pense qu'en Europe, les situations sont très différenciées selon les pays. J'imagine que les pays nordiques de tradition protestante, de culture protestante qui valorisent davantage la participation, même si c'est des pays, maintenant, où l'appartenance religieuse est très faible. En tout cas il y a une culture de la communauté locale et de la participation qui est beaucoup plus forte. Je pense que ça se pose différemment que dans les pays de l'est de l'Europe.

Jennifer De Nijs :

Les pays de l'est de l'Europe participent plus parce que les élections de l'Union européenne sont plus nouvelles pour eux. Par exemple : la Roumanie, la Bulgarie. 2009 était la première fois qu'ils pouvaient participer à l'élection européenne. C'était très spécial. Ils ont des espoirs très hauts dans l'Union européenne. Par rapport à eux, les pays fondateurs sont un peu plus critiques. Parfois, les citoyens ont des images négatives de l'Union européenne. Si les politiques sont mal mises en œuvre, c'est toujours l'Union européenne qui est responsable. Et, c'est aussi très facile pour les partis politiques nationaux de dire que ce n'est pas eux qui ont fait ça, que c'est l'Union européenne qui doit le faire. C'est plus simple pour eux. Comme vous l'avez dit, on voit vraiment une différence entre les pays de l'est et les pays fondateurs. Dans les pays du nord, on voit une diminution aussi de la participation des jeunes. Ce n'est pas aussi fort qu'en France. Il y a aussi la catégorie de pays où le vote est obligatoire comme la Belgique ou le Luxembourg où la participation est de 92 % avec les jeunes. Mais, la question est de savoir ce qu'il se passerait si ça n'était pas obligatoire.

Un participant dans la salle :

Même quand c'est obligatoire, ils ne viennent pas ?

Jennifer De Nijs :

Oui, c'est ça. Si on dit de « payez 2 000 euros si vous ne votez pas », vous votez, c'est normal. Au Luxembourg, c'est 2 000 euros et deux semaines de prison.

Guillaume Sola, Président des JOC de Rouen :

Guillaume Sola de la JOC de Rouen. Je ne sais pas comment c'est en Europe, mais en France, on a trop d'élections. J'essaie de répertorier toutes les élections qui concernent la politique. J'en ai déjà 7 en une période 5 ans, je crois. C'est déjà énorme et je ne compte pas les élections dans les entreprises ou les élections de lycées. Il n'y a pas aussi une fatigue des jeunes à force d'aller voter tous les ans ? C'est peut-être une fatigue aussi. J'ai une expérience. Un de mes meilleurs amis a confondu les élections municipales avec les élections régionales qui n'ont pas le même contexte. Et, pourtant, il me disait « cette personne, je ne la connais pas, elle se présente comme maire ». « Non, il se présente comme Président de Région ». « Et alors, il fait quoi pour la ville ? ». Je n'ai pas pu lui répondre parce que je ne savais pas ce qu'il faisait pour la ville. Il y a des mélanges à voter chaque année. On en perd la notion. Et, je ne pense pas que ça concerne que les jeunes.

Véronique Schmitt, Elue Adjointe en Mairie de Saint-Priest :

Véronique Schmitt, Adjointe au maire à Saint-Priest à côté de Lyon. Sur la question de la plus forte mobilisation aux présidentielles qui concerne toutes les tranches d'âge, est-ce qu'on observe cette tendance de manière européenne ou pas ? Et ma question subsidiaire : si non, est-ce qu'en France, ce serait lié au régime présidentiel et à une constitution qu'il faudrait faire dégager ?

Vivian Ringot, Adjoint au Maire de la Ville de Hellemmes :

Vivian Ringot. Je suis aussi Adjoint au maire à Hellemmes dans le Nord. Dans la continuité de ce que vous venez de dire, mais sur un aspect que vous n'aviez pas abordé. Sur les institutions et sur les collectivités, ce que disait le jeune homme, c'est vrai qu'il y a beaucoup d'élections qui se déroulent, mais le constat que je fais en tant que professionnel parce que je travaille aussi avec des jeunes, c'est qu'il y a une méconnaissance des institutions, méconnaissance du rôle de chacun. Je prêcherai aussi pour ma paroisse, mais j'ai vu, en tant que fonctionnaire aussi, des collègues qui ne savaient pas obligatoirement les compétences de chacun. Je pense aussi que ça peut amener une difficulté pour dire, qu'ils soient jeunes ou non parce que c'est une catégorie totalement diversifiée, il n'y a pas de catégorie d'âge, c'est de connaître quelle est l'intervention de la Région, quelle est sa compétence, quelle est l'intervention de l'Europe sur la vie quotidienne des Français et de quelle manière. Je pense que tous ces points-là ne sont plus, actuellement, abordés que ça soit - on peut démultiplier - ça pourrait être à l'école ou autre, mais on voit que toutes ces conditions ne sont plus abordées, échangées, discutées. L'éducation civique, comme on l'appelait quand j'étais à l'école, ce n'est pas encore si vieux parce que j'entendais tout à l'heure qu'il y a des jeunes élus, donc on peut des fois se reconnaître aussi sur les listes, même s'il faudrait le multiplier. Mais, ça peut être également le résultat, à un moment aussi, de gens qui sont sur les listes, là aussi, c'est les partis qui doivent se poser ces différentes questions. Mais, je pense que ça aussi ça peut décourager d'aller voter, car on ne connaît pas l'intérêt du vote, pour qui et pour quoi on vote. Monsieur se présente pour être Président de Région, mais je ne le connais pas, je ne sais pas ce qu'il va faire et quelle est son intervention dans ma vie quotidienne, car je ne la connais pas non plus. Je pense que tout ça peut aussi être important. Après, on voit un taux de participation, on pourrait regarder aussi en tant qu'élu parce que c'est intéressant, un taux de participation fort au moment des présidentielles où ils ont l'air très concernés et au moment du local parce que là aussi on en revient à ce qui peut faire votre vie quotidienne. Le reste pour eux et pour tout le monde, c'est un grand flou artistique sur qui fait quoi et à quel moment. Par rapport aux études que vous avez pu faire ou que vous allez imaginer après, est-ce que c'est des points que vous allez essayer d'approfondir ou rechercher aussi ? Merci.

Didier Mostel, Chef du service Education en Mairie de Hérouville Saint Clair :

Bonjour. Didier Mostel. Je viens du Calvados. Je voulais tout d'abord saluer la qualité des interventions qui ont permis avec les études qui ont été réalisées d'éclairer un peu les questions que je me posais concernant le sujet sur la participation des jeunes aux élections. Partant de là, je m'inscris dans la continuité des questions qui ont été posées. Je voulais un peu insister ou avoir un autre éclairage concernant la place qu'on donne aux jeunes dans ces élections. On leur demande de venir voter. Nous, en tant que techniciens sur le terrain, on essaye de les encourager à

participer aux élections, mais en retour, ils ne savent pas très bien ce que ça peut ramener de façon concrète, et, surtout, quelle place ils ont. Par rapport aux listes électorales, quelle est la place qu'on donne et qu'on accorde aux jeunes pour qu'ils puissent réellement prendre place, s'impliquer, défendre porter, des valeurs qui sont propres à eux-mêmes ? Là, il y a aussi un manque, il y a un besoin de nous interroger. On parlait des projets politiques. Qu'ils soient d'un côté ou de l'autre, ce n'est pas pour autant que les jeunes arrivent à trouver leur place. On les appelle quand il faut aller voter. Mais, ce n'est pas seulement quand il y a, entre guillemets, un danger qu'on les appelle au secours. Ils ont besoin d'être associés, d'être présents. Je pense qu'ils n'ont pas suffisamment leur place. On ne leur donne pas la place. On a parlé, tout à l'heure, des femmes, on a parlé de la parité. Oui, avec la parité, on a été amené, on a été contraint à donner la place à certaines personnes. Les jeunes n'ont pas de place. Je pense que c'est important, c'est criant et il faut l'intégrer.

Bernard Roudet :

Mais, parfois, ils prennent la place ou ils s'installent sur des places.

Didier Mostel, Chef du service Education en Mairie de Hérouville Saint Clair :

Ils ne la prennent pas par le biais de ce qui est demandé, c'est-à-dire le vote.

Un participant dans la salle :

Dans votre analyse, il n'y a aucune référence au désengagement dans les syndicats, dans les partis politiques, cette absence de représentation, vous n'en faites pas une des causes de l'abstentionnisme. Peut-être naïvement, je le raccordais assez directement.

Bernard Roudet :

Il y a beaucoup de choses, mais, en même temps certaines questions apportaient aussi leur réponse. C'est un petit peu des témoignages et des réflexions. Je suis tout à fait d'accord avec ce que vous dites. Sur les relations avec les syndicats, c'est intéressant. Dans l'enquête aussi, et dans d'autres enquêtes, on s'aperçoit que la confiance dans les syndicats tend à remonter. Auparavant, on était dans une logique de désaffection du monde syndical, voire de critique quelles que soient les tendances syndicales. Il y a une certaine remontée. Est-ce que c'est lié à la crise économique, aux problèmes d'emploi, de chômage ? Je ne sais pas comment on peut l'interpréter. Par contre, tous les sondages, toutes les enquêtes montrent une cote de confiance très faible pour les partis politiques et une faible adhésion des jeunes aux groupements politiques. C'est sur un autre document que je n'ai pas ici, mais qui, dans l'enquête, est de l'ordre de 4 %, 3 % d'adhésions. C'est très très peu de choses. Vous avez raison, il y a la question de la place qui leur est accordée, la place qu'on leur fait. Cela m'amène à parler d'un aspect quand même intéressant, j'avais un petit peu envie d'en parler alors je vais saisir l'occasion, qui est celui du cumul des mandats, par exemple. Votre réflexion l'introduit directement. Quelle place les partis politiques, eux-mêmes, donnent-ils aux jeunes dans le cadre strictement organisationnel des partis ? Et quelle place le monde politique, plus largement, accorde-t-il aux jeunes ? En France, la moyenne d'âge des parlementaires, députés et sénateurs, est de 57,5 ans. Moyenne d'âge : 57,5 ans ! On peut dire 58, si on arrondit. En 2008, l'âge moyen d'un sénateur atteint 62 ans. Sur 343 sénateurs, seuls 3 d'entre eux ont moins de 41 ans et 28 seulement ont moins de 50 ans. Seuls, 28 sénateurs sur 343 ont moins de 50 ans.

Il y avait eu un rajeunissement assez conséquent de l'assemblée en 81 avec l'élection de Mitterrand qui a vu un renouvellement assez fort du personnel politique. Quelques trentenaires et beaucoup de quarantenaires arrivaient sur les bancs de l'assemblée nationale. Mais, le phénomène du cumul des mandats dans le temps montre qu'une fois qu'on est installé dans le monde politique, on n'en bouge pas tellement. D'autres chiffres, l'âge moyen d'un conseiller régional s'élève à 50 ans, tandis que l'âge moyen d'un conseiller général et d'un maire s'élève respectivement à 54 et à 56 ans. Globalement, on est dans une logique de cinquantenaires. La génération du baby-boom a pris la place et y est toujours comme dirait François Chauvel. On sait qu'en France, il est possible de cumuler un mandat national et un mandat local. 85 % des députés et 72 % des sénateurs cumulent leur mandat national avec un mandat local. Là encore, c'est une manière de limiter le renouvellement politique et l'entrée dans le monde politique. Il y a ceux qui sont dedans, les insiders, et les outsiders. Pour entrer, c'est un peu difficile. C'est un peu comme le

monde du travail, le plus dur c'est d'y rentrer. Une fois que vous y êtes, ça va, d'autant plus que ce cumul des mandats s'exerce aussi bien dans l'espace et dans le temps.

Pour reprendre, et je m'arrête sur ces chiffres, en Europe, il y a parfois des réglementations qui limitent le cumul des mandats, mais il y a aussi, parfois, une culture politique qui, de fait, fait qu'il y a moins de cumul des mandats. En Allemagne, il y a seulement 10 % de députés cumulards, 16 % en Italie, 13 % en Angleterre, 15 % en Espagne, 15 % en Belgique et, je le rappelle, 85 % en France, ce qui est absolument faramineux. Pour mémoire, et puisque notre collègue du CIDEM n'est pas présent pour parler des préconisations, rappelons que le Livre Vert pour la jeunesse, opération Martin Hirsch, proposition 51 « engager un débat national avec les partis politiques, les syndicats et les autres acteurs de la société civile sur la place qu'ils accordent aux jeunes. Et notamment, le Livre Vert proposait, je cite une de ses mesures : « limitation du cumul des mandats dans le temps et dans les fonctions exercées dans le champ politique, deux mandats consécutifs, un mandat unique pour les parlementaires, les présidents des conseils régionaux et les maires des grandes villes ». Ça a au moins le mérite d'être sur le papier, mais on n'y est pas.

Ceci dit, je m'arrête après sur cet aspect, lorsqu'on interroge les jeunes sur cette question du cumul des mandats, ils ne saisissent pas vraiment l'enjeu. Lorsqu'on leur dit que pour avoir un monde politique plus juste et qu'on fait un certain nombre de propositions, l'interdiction du cumul des mandats, c'est seulement 33 % des jeunes qui pensent que ça peut modifier le monde politique, alors que c'est 60 % des 50 ans et plus. Là, l'enjeu n'est pas vraiment mis en avant.

Pour terminer sur la question de la méconnaissance des institutions, je suis aussi d'accord avec vous. Cela montre qu'il y a un problème, aussi, d'éducation civique. Quelle est la place accordée à l'instruction civique dans notre système scolaire au jour où même on va enseigner moins d'histoire ? Cela montre qu'il y a un enjeu éducatif derrière tout ça. C'est les jeunes les plus diplômés ou avec le bagage scolaire le plus important qui ont le plus de connaissances. Et, comme d'habitude, c'est les moins diplômés qui seront sur une question de retrait, c'est-à-dire qu'entre les jeunes les plus favorisés et les moins favorisés, on est toujours dans une certaine mise à distance du monde politique, mais cette mise à distance, pour les plus favorisés, elle est sur le mode de la connaissance et de la critique, alors que, pour les plus défavorisés, elle est sur le mode de la méconnaissance et du retrait.

Frédérique Saby, Directrice de la Mission Locale de Vichy :

Est-ce que je peux rebondir juste sur ce que vous venez de dire ? Je suis Frédérique Saby, la mission locale de Vichy. On touche à peu près 2 600 jeunes dans le sud du département qui pour une grande partie font partie des jeunes les moins favorisés dont vous venez de parler. J'ai écouté avec attention, Mademoiselle, votre intervention et le parallèle que vous avez fait entre le droit de vote qu'on a donné aux femmes et les problèmes d'abstentionnisme qu'on peut avoir de la jeunesse. Effectivement, on avait, dans un premier temps, informé les femmes pour qu'elles puissent aller voter en tout en connaissance de cause et je pense qu'une des premières difficultés est là. En missions locales, on se pose la question, en ce moment, et on a l'impression qu'on se pose la question un petit peu tout seuls. En tout cas, j'ai des collègues qui viennent me voir pour savoir comment on pourrait faire. Par le biais de nos statuts de missions locales, nos présidents sont des élus. Donc, on marche sur des œufs. Comment on fait ? Si on incite les jeunes à aller voter, est-ce que ça ne va pas être récupéré politiquement ? Comment on peut faire ça pour que ça soit politiquement correct ? On a préparé à la maison avec nos petits crayons des petites affiches, le plus neutre possible. Mais, le vrai problème est ce que vous disiez tout à l'heure, c'est que sur nos affiches, on va rester le plus sobre possible « allez voter, c'est votre droit de citoyen. Mais, au-delà de ça, ça ne sert à rien parce que pour aller voter, il faut savoir ce qu'on va mettre dans l'urne, ce qui nous concerne. On touche tous ces jeunes-là, ces jeunes qu'on ne peut plus informer par la voie scolaire, qui ne sont pas encore dans le monde du travail où ils vont échanger avec d'autres personnes qui ont déjà voté. Ils sont vraiment dans une carence d'informations et nous, j'avoue qu'on est assez désarmé pour les informer, si vous voulez travailler avec nous, c'est avec grand plaisir.

Francia Rosamont, Adjointe au Maire Communication et Animation Culturelle en Mairie du Lamentin, Guadeloupe :

Pour aller un peu dans votre sens et dans l'autre aussi. Francia Rosamont, mairie du Lamentin, Guadeloupe, adjointe au maire pour les quartiers en contact avec les jeunes. Les jeunes ne sont pas déshérités côté informations puisque les jeunes s'informent. Méfiez-vous. Le problème est que,

au niveau de la presse, le chômage reste toujours en augmentation et jamais à la baisse. Alors, ils se disent « on va voter pour qui ? Qu'est-ce qu'ils vont faire pour nous ? ». Il est très difficile de faire comprendre aux jeunes que les mairies ne peuvent pas embaucher tous les jeunes. C'est pour ceux qui sont défavorisés. Et ceux qui sont diplômés disent « pour travailler, on nous réclame des diplômes et pour être élu, on n'a besoin de rien. Donc c'est pour ça qu'on a autant de candidats ». Que répondre ? Et, c'est pourtant la vérité. Ils sont bien informés et c'est une décision. J'espère que ce forum donnera des réponses à ces jeunes. C'est vrai, je pense que des décisions doivent se prendre de très haut pour pouvoir permettre aux jeunes de prendre une décision réelle, de voter et de remettre la confiance en place puisque la confiance n'y est plus.

Gilles de Rosa, Directeur du Service Enfance et Jeunesse à la Communauté d'Agglomération de Vichy-Val d'Allier :

Gilles de Rosa, Communauté d'Agglomération de Vichy. Je voulais rebondir sur les questions d'éducation. Je suis intimement convaincu que la participation des jeunes à l'ensemble des scrutins procède aussi d'une forme d'éducation et d'une forme de connaissance et de culture des enjeux pour lesquels on s'engage à travers nos scrutins, nos différents et nos multiples scrutins comme le relevait un intervenant tout à l'heure. Depuis de nombreuses années, plusieurs décennies je pense maintenant, on a développé dans notre pays, et sans doute, dans d'autres en Europe aussi, ce que sont les conseils municipaux de jeunes, d'enfants, les conseils généraux aussi, et l'ensemble de ces dispositions qui me paraissent prépondérantes et extrêmement intéressantes à continuer à développer. Cependant, il semblerait dans ce que vous dites et ma question serait celle-là, est-ce que vous avez des éléments de connaissance ou d'analyse sur l'impact aujourd'hui de ces politiques-là développées depuis plusieurs décennies sur l'engagement des jeunes au moment du vote et du scrutin ?

Un participant dans la salle :

Pour revenir sur ce qui a été dit tout à l'heure et sur l'instruction civique, de toute façon même s'il y avait de l'instruction civique au sein des groupements scolaires ou autres, même au sein des structures sociales, le millefeuille, aujourd'hui, des collectivités locales sur les différents accompagnements des dispositifs ferait que la compétence, on le sait la compétence de la jeunesse n'est pas une compétence régaliennne rattachée à une collectivité définie, il est très difficile aujourd'hui sur des dispositifs d'accompagnement, les relations que peuvent avoir les jeunes avec les collectivités, avec les élus, ils les ont avec les services. La réponse des services est une réponse très administrative dans laquelle il n'y a pas de clarté politique. On ne va pas demander à l'administration de donner une réponse politique. Il n'empêche que la seule vision qu'ont les jeunes du politique est portée par les services. La réforme des collectivités territoriales, la création des conseillers territoriaux, entre parenthèses, ne va pas, à mon avis, améliorer le niveau d'âge des élus et la place des jeunes dans ces élus. Il y aura moins d'élus et on sait que les places seront chères. On sait qui est aux commandes des partis politiques. A mon avis, la réforme territoriale n'améliorera pas la chose dans cet aspect-là. Pour revenir à ce que je disais tout à l'heure, il est très difficile aujourd'hui à des jeunes de savoir quelles sont les compétences portées par les politiques à partir du moment où les réponses sont fournies par l'administration. Ce sont les techniciens qui apportent ces réponses-là. Je crois qu'on est en train de demander et de faire porter aux politiques et derrière à tout un système, la responsabilité d'une chose qui ne leur incombe pas forcément. On sait que, sur les territoires, les politiques ont déserté ce que l'on appelait la politique de proximité. On sait que les mairies annexes, les permanences d'élus disparaissent au cœur des territoires. On sait qu'il y a, contrairement ce que fait l'Etat avec la décentralisation, une reconcentration des pouvoirs dans les territoires qu'ils soient municipaux, le conseil général encore moins, le conseil régional encore plus. Il me semble que sur toutes les actions qui sont menées, les actions notamment de la démocratie participative et de la démocratie locale, la place que reprennent les élus et les techniciens à leurs côtés où chacun est conscient du rôle qu'il a au cœur même de ce système où le politique a un certain rôle, où le technicien, lui, dans les données techniques peut mener une réunion de démocratie participative en sachant quelle est sa place et jusqu'où va son rôle, quelle est la place qu'il accorde à l'élu et que l'élu lui accorde. Tout ce système qui est le premier maillon politique, à mon avis, est plutôt à revoir qui ne répondra pas à la problématique de l'abstention parce qu'il y a des publics qui sont en rupture et qui ont du mal à raccrocher là-dessus. Mais, à mon sens, il faut redonner un sens politique à l'échelon local dans lequel l'élu, l'administration, chacun a son rôle, est conscient de son rôle, et

derrière on amène la jeunesse à prendre conscience de l'architecture du système politique français.

Pascal Jarry, Chef du projet Jeunesse en Mairie de Toulouse :

Deux points qui ne vont pas forcément dans le même sens. Pascal Jarry, je bosse à la ville de Toulouse. Je n'ai pas un accent toulousain, mais on s'accroche. La question de l'inscription sur les listes d'abord. On veut que les jeunes s'inscrivent sur les listes, il y a un grand discours, à condition qu'ils votent pour la majorité actuelle. Je provoque exprès comme ça pour qu'on ne se cache pas aussi derrière « on a envie que les jeunes votent, mais plutôt pour soit si on est dans l'opposition, pour prendre la mairie, soit si on est dans la majorité la gagner ». Y compris dans nos stratégies de communication et dans le vote jeune, le vote jeune est-il de droite ou de gauche, je ne sais pas, et aux présidentielles il y a peut-être des choses à vérifier et dans les élections locales à moindre échéance, il y a un élément dans le débat qui n'a pas encore été abordé et qui est sous-jacent.

Deuxième point, pour s'inscrire sur les listes électorales, on demande à des gens de s'inscrire cinq mois avant. On parlait de mobilité, c'était l'ANACEJ au début. Se projeter au mois de décembre de l'importance d'aller voter cinq mois plus tard, pour des jeunes qui sont en mobilité et qui ont déjà du mal à se projeter professionnellement, hormis dans les quartiers, mais pas seulement, on se pose la question : qui connaît la date des prochaines municipales, des prochaines législatives et présidentielles ? Il faut vite qu'on aille regarder dans nos agendas pour se dire, il ne faut pas qu'on parte en week-end ce week-end-là. Il y a un autre élément qui est sur l'exigence de projection pour faciliter l'inscription.

Troisième point qui est plus lié à une question de ville étudiante. Si, aujourd'hui, une ville qui a beaucoup d'étudiants fait une grande campagne pour les municipales par exemple, « votez là où vous vivez », demain, dans les campagnes aux alentours de cette grande ville étudiante, des villes vont changer de majorité municipale, forcément, si le vote jeune a un impact. Et on sait que s'il n'y a que des anciens qui votent dans les villages, dans un certain nombre de villages, et que des jeunes votent encore dans leur village, il y a un impact. On va avoir à conduire peut-être dans nos collectivités, pour les présidentielles et les législatives, des grandes campagnes de communication sur « allez voter et choisissez, c'est votre droit ». Peut-être pour les municipales « votez là où vous habitez », et peut-être pour les prochaines cantonales, régionales d'autres stratégies à mettre en œuvre. Il y a trois points qui n'avaient pas encore été soulevés et j'aimerais bien avoir des billes des collègues.

Samuel Brunet, Chargé de la Politique Jeunesse au Conseil général de la Haute-Loire :

Je suis Samuel Brunet du Conseil général de la Haute-Loire et coordinateur du Conseil général des jeunes. Donc, la question de participation locale m'interpelle évidemment d'autant plus. Je me permettrai une première réaction sur l'âge des députés, des représentants nationaux. J'ai eu la chance, il y a quelques mois, d'aller découvrir une jeune démocratie, l'Estonie. On a visité le Parlement estonien. Il a été renouvelé en 2010. Un tiers des primo entrants ont moins de 40 ans sur 101 députés, une trentaine de moins de 40 ans. Le jeune qui était le chef de groupe avait 27 ans, le benjamin de l'assemblée. C'est peut-être l'apanage des jeunes démocraties qui est peut-être un exemple pour les démocraties plus anciennes.

Maintenant un témoignage plus précis sur le Conseil général des jeunes. Je rejoins ce que disait Vivian, mon collègue du Nord, également les autres interventions. Les jeunes sont demandeurs de cette démocratie locale. J'ai fait, pendant trois semaines, au mois de septembre, des interventions dans les collèges pour appeler aux élections de notre 4^e Conseil général des jeunes qui se déroule sur deux ans. La question qui ressortait dans un collège sur trois, est : est-ce qu'on est obligé d'aller voter ? Ça m'a fait sourire. Ça m'a fait même bondir. Ils ont 13 ans. C'était leur première expérience. Ils ont voté pour des délégués, c'était copain, copine. Là, ils ont un rôle un peu plus mesuré à mettre dans ce vote parce que c'est beaucoup plus représentatif de l'ensemble des collégiens et qu'en sixième ou en troisième on n'a pas les mêmes envies, les mêmes besoins. Ils se représentent aussi cette chose-là. Et, pour apporter peut-être quelques éléments de réflexion, on a, nous aussi, été interpellé par cet aspect méconnaissance des institutions et des collectivités. On essaye d'y répondre cette année. Ce n'est pas encore fait, donc je ne peux pas tirer de bilan évidemment, mais on va essayer, cette année, de proposer à ces jeunes nouvellement élus, demain et la semaine prochaine, de découvrir les collectivités ou les services de l'État. On va les emmener pendant un an, une fois par mois, le mercredi après-midi, découvrir la DDCSPP, la CAF, la Préfecture, les services de l'IA et également une association parce que dans tout ce déroulé

d'actions publiques, on peut peut-être trouver de quoi tirer la moelle de ce qu'est être représentant de jeunes ou d'un groupe de jeunes en ce moment.

Franck Buffetrille, Responsable du service Enfance Jeunesse en Mairie de Bruz (35) :

Franck Buffetrille, je suis responsable du service enfance jeunesse à la ville de Bruz. On a développé un secteur hors des murs qui s'appelle « Proximité » avec des animateurs de rues qui sont en présence des jeunes jusqu'à 22 heures. Il y a un public qu'on appelle le public invisible, qu'on ne voit jamais, qui ne va pas au conseil municipal des jeunes. Et bizarrement, le petit constat qu'on a, ce n'est pas sociologique, c'est à notre niveau, c'est que ces jeunes adorent voter. Ils ne votent pas politique, mais autrement ils adorent voter. Ils adorent voter pour savoir si on va faire une soirée barbecue. Ils adorent voter pour les télé réalité. Ils adorent voter sur doodle. Ils adorent voter sur Facebook pour dire j'aime ou je n'aime pas. Le principe du vote, ils adorent.

On a découvert aussi qu'ils adorent parler politique. Ils ne parlent pas partis politiques, mais ils adorent parler politique. Ils disent que c'est n'importe quoi cette loi qui leur interdit de faire ça. Ils disent que c'est n'importe quoi la loi qui dit qu'il faut avoir un permis pour conduire. Donc, ils adorent parler politique. Donc, on se dit « ils adorent voter, ils adorent parler politique, potentiellement, ça devrait marcher ».

Quand on a discuté avec eux, on a observé des petits trucs. Quand ils votent, ils aiment bien avoir le résultat du vote. Par exemple, ils votent pour une télé réalité et ils voient concrètement ce que ça donne une fois que Brendon a dégagé. C'est visuel. Ils voient les conséquences de leur truc. Quand ils votent pour le barbecue, c'est le soir, c'est direct. On remarque aussi autre chose. Le bureau de vote, ce n'est pas sexy du tout. Aller se mettre derrière un truc de douche pour aller voter, ce n'est pas un truc de jeunes. C'est globalement ce qu'ils nous disent. Il y a l'histoire de l'instantanéité. Je rejoins ce que disaient les collègues. Quand on les fait voter pour les soirées qui vont avoir lieu deux heures après, ça se fait par SMS en direct. Ils n'ont pas besoin de s'inscrire deux mois à l'avance. Ce qui a changé dans notre modalité d'animation, c'est que, maintenant, on est en spontanéité, en direct et on se rend compte qu'on touche plus ce public invisible.

Un participant dans la salle :

Pour prolonger ce témoignage, tout à l'heure, tu parlais d'un risque, que l'abstention était un risque pour les partis politiques. Pour moi, c'est plus un risque pour les démocraties que pour les partis politiques. Je ne sais pas si les jeunes se retrouvent dans les partis politiques. L'important, c'est qu'ils aillent voter, qu'ils passent par un parti ou pas. Le risque est, me semble-t-il, plus pour la démocratie que pour les partis politiques. Deuxième point, tu m'as dit quand on préparait l'atelier qu'il y a en Allemagne, le parti des pirates. Tu peux nous en dire deux mots.

Jennifer De Nijs :

Peut-être avez vous vu dans l'actualité qu'il y avait une élection locale en Allemagne, dans l'année, je ne me souviens pas de la municipalité. Un parti formé de jeunes s'est appelé « parti pirate » qui a comme politique le téléchargement gratuit sur Internet pour les films et les choses comme ça. Beaucoup de jeunes ont voté pour ce parti politique et ils sont entrés au Bundesland, le parlement local en Allemagne. Maintenant, on a une petite proportion de jeunes, mais des politiques qui affectent seulement une petite partie de la vie des jeunes, la vie dans Internet, les téléchargements. Mais, c'est intéressant. Comme vous avez dit, c'est un risque pour la démocratie parce que, si on a des thèmes comme le téléchargement, comme vous avez dit, c'est sexy, c'est plus intéressant que le chômage et l'éducation. Je veux télécharger quelque chose gratuitement, je vais voter pour ce parti et pas pour améliorer les taux d'emploi. Ce n'est pas intéressant pour eux en comparaison avec le téléchargement.

Un participant dans la salle :

Bernard Roudet parlait de politisation négative. Ça aussi ça m'interpelle parce que derrière il y a des valeurs. Pourquoi vous dites politisation négative quand c'est très superficiel ? C'est un jugement de valeur. On ne peut pas dire des jeunes qu'ils soient politisés, c'est positif globalement. Pourquoi cette notion de politisation négative ? Ça veut dire que vous portez un jugement de valeur sur le fait qu'ils ne sont intéressés que par une partie.

Bernard Roudet :

Je veux dire plutôt que leur rapport à la politique est davantage sur le mode de la critique ou de s'exprimer contre un candidat plutôt que pour un candidat. On est moins dans une logique d'adhésion à un projet de gouvernement, de société que dans une logique de « sortez les sortants ». C'est pour ça que je parle d'une politisation qui se construit un peu négativement par rapport à une politisation d'adhésion ou d'allégeance à un parti qui était des formes de politisation plus traditionnelles. C'est la nature de la politisation, je ne souhaite pas que ce soit un jugement de valeur. Je partage beaucoup d'opinions sur ce qui a été dit et notamment sur les problèmes de politique de proximité. Dans les quartiers et autres, c'est un des problèmes importants qu'on trouve aussi en France.

Je peux apporter un point sur l'orientation des votes. En règle générale, on a tendance à penser que les jeunes votent plus à gauche. Ça a été vrai, ça l'est de moins en moins. Le vote des jeunes tend à évoluer de plus en plus même si, globalement, il reste ancré à gauche. Il tend à évoluer de plus en plus et leur positionnement politique aussi, quand on les interroge, vers la droite et vers le centre, beaucoup moins vers l'extrême droite, un peu plus vers l'extrême gauche. Au centre des candidatures un peu atypiques, comme Bayrou, ont pu séduire. Aux présidentielles, la gauche n'a pas fait le plein, n'a pas eu la majorité des jeunes au premier tour. Elle l'a eue seulement au second tour, et encore pour les raisons que j'ai indiquées, ce qu'ont pu montrer un certain nombre d'enquêtes. En ce qui concerne l'extrême-droite, qui reste assez minoritaire, son public, c'est plutôt les jeunes les plus défavorisés ou les moins diplômés. C'est plutôt là qu'on trouve un public pour l'extrême droite.

Un participant :

Rue 89 dit que trois quarts des jeunes votent comme leurs parents.

Bernard Roudet :

Je ne sais pas d'où ils tirent... Ce qu'on peut dire, c'est qu'effectivement la socialisation familiale a toujours un rôle important en termes de positionnement politique. C'est clair. Que ce soit pour adhérer ou pour s'y opposer, mais plus souvent pour être dans la même lignée, la famille a un rôle important. Il faut aussi souligner que, de plus en plus, en dehors de la famille, c'est le groupe de pairs qui a un rôle. C'est-à-dire que les amis influent aussi beaucoup. Mais, les amis influent peut-être moins le positionnement politique dans le sens « je suis à gauche ou plutôt à droite » que des formes de participation politique. Manifester, on y va avec les copains. On n'y va pas tout seul. Là, il y a aussi un rôle de socialisation en termes de participation politique protestataire.

Jennifer De Nijs :

Ça dépend de l'âge aussi. Les définitions du jeune sont très vagues. Ça peut passer de 16 ans à 36 ans. Ça dépend dans quel pays ou quelle institution vous regardez la définition de la jeunesse. Parfois, c'est jusqu'à 36 ans. A 36 ans, on n'est pas tellement influencé par la vie politique de ses parents. Peut-être que la première fois qu'on va voter, on écoute un peu plus ce que les parents disent et peut-être qu'on vote comme eux. Plus tard, ce n'est peut-être pas le cas.

Laurent Touron, Chargé du Programme jeunesse au Conseil régional des Pays de la Loire :

Laurent Touron du Conseil régional pays de la Loire et notamment chargé des programmes jeunesse, animation du Conseil régional des jeunes et surtout de ce qu'on appelle les rencontres de proximité de participation des jeunes en région. C'est pour parler de notre expérience. On n'a pas mis en place un Conseil régional de jeunes par vote. C'est plutôt sur de la participation et de l'engagement sur une année scolaire et pas sur deux ans comme beaucoup de conseils dans les autres collectivités pour se caler sur un cursus scolaire. C'est compliqué de s'engager pour deux ans quand on passe du collège au lycée, du lycée à la fac, de la fac à l'emploi, à la naissance d'un enfant. On travaille avec les associations jeunesse éducation populaire sur tout le territoire régional pour rencontrer des jeunes dans leur territoire de vie. C'est un maillage des structures jeunesse éducation populaire, des centres socioculturels de quartier qui connaissent les groupes de jeunes. On discute avec eux au cours de quatre rencontres sur la politique publique que mène la région, ce qui va, ce qui ne va pas, ce qui pourrait être amélioré. On s'engage, au regard des propositions, à faire des réponses, à dire pourquoi ça a été pris en compte et pourquoi ça n'a pas été pris en compte ou partiellement, ou alors pas de la compétence régionale. Dans les rencontres qu'on fait avec eux, ce qui ressort énormément, notamment quand on parlait des échéances

électorales à venir, c'est de dire « c'est quoi les partis politiques ? Qu'est-ce qu'ils proposent ? C'est quoi vraiment la différence entre les partis politiques ? ».

Après, je me pose aussi une question : c'est à qui de le faire ? Ça m'intéresse beaucoup ce qui est en train de se mettre en place au niveau de l'Europe. Mais, qui a la légitimité ? Est-ce que c'est à l'Education nationale ? Est-ce que c'est aux collectivités ? Est-ce que c'est peut-être aux partis politiques eux-mêmes de se démocratiser et soit de laisser la place aux jeunes, soit vraiment se donner les moyens pour expliquer ce qu'ils font et ce qu'est la différence avec les autres ? Un gros point d'interrogation là-dessus. Pour finir sur notre expérience, des jeunes nous ont clairement dit que si on n'avait pas fonctionné comme ça, ils ne seraient jamais venus, après, faire remonter leurs propositions au niveau de la Région, rencontrer les élus, si c'était sur le principe d'avant de voter, ils ne se seraient jamais présentés, ils n'auraient jamais voté non plus. C'est une autre forme de participation. Et, j'avais une interrogation sur le débat et la thématique du débat. Vous avez dit, dans votre intervention, le taux d'abstentionnisme record pour les jeunes et peut-être également pour les autres tranches d'âge. Ce taux d'abstentionnisme pose problème à qui ? Il pose problème aux adultes ou il pose problème aux jeunes ? Est-ce qu'on ne regarde pas la jeunesse avec notre regard d'adulte et nos envies de ce que les jeunes devraient être ou faire ? Cette interrogation, à mon avis, est importante à voir.

Thierry Buffetaud, Responsable du Pôle Enfance Jeunesse en Mairie de Libourne :

Thierry Buffetaud, pôle enfance jeunesse, Mairie de Libourne. Il me semble que deux enjeux importants sont à venir pour nos services jeunesse puisqu'on en parle bien sûr ici. Ce sont les questions qui étaient évoquées hier, la question de l'éducation à l'image, le numérique, la culture de masse et la culture des jeunes aujourd'hui. Ces transformations me semblent devoir interroger nos façons de faire auprès des jeunes.

Et la deuxième, c'est la participation par le vote ou non. Le non-vote est très dangereux dans les démocraties. Ça veut dire que c'est un très faible nombre de personnes qui décide pour toutes les autres, y compris pour les jeunes. Pour leur faire comprendre l'intérêt de ce qu'est la chose publique, c'est par la pratique. Effectivement, les conseils de jeunes, les conseils municipaux d'enfants - nous allons, nous, fêter le 20^e anniversaire du nôtre, le 22 octobre - ne concernent que quelques jeunes. C'est très difficile d'avoir un regard, à par ceux-là, sur ce que ça a pu leur apporter. C'est vrai que certains qui rentrent déjà dans ces dispositifs sont souvent des jeunes qui, en règle générale, n'ont pas vraiment de souci en ce qui concerne leur place dans la vie. C'est quand même très rare quand on voit les jeunes qui auraient des difficultés ensuite. Il y a des formules un peu forums ouverts sur des thèmes qu'on peut faire dans des quartiers par rapport à des projets. On a mis en place des systèmes d'aide aux projets jeunes, faire en sorte de leur donner les moyens de réaliser leurs projets qu'ils soient culturels, innovants, autour d'organisation de fêtes, mais aussi sur des sujets plus sérieux. Je pense qu'il y a aussi l'accompagnement des jeunes vers le politique. Nous, on a vu notre rôle au niveau jeunesse, comme par exemple rapprocher des jeunes skaters d'un projet d'urbanisme et des élus à l'urbanisme parce que la place d'escaliers skaters dans la ville et d'autres activités ou d'autres personnes est importante. On va aussi rapprocher un service culturel des grapheurs qui, parfois, sont un peu loin d'une politique culturelle d'une ville. C'est comment on peut sensibiliser aussi bien dans la collectivité ville et les associations et les acteurs à comment on peut amener le jeune à avoir une place dans les projets par lesquels ils peuvent être concernés. Et, en règle générale, ils peuvent être concernés par tout ce qui se passe dans la ville. Par ce type d'expériences, je ne sais pas si au bout du compte ça va amener des jeunes à voter plus. On se rend compte par des formes de projets collectifs, et notamment des organisations qui rassemblent plein de groupes de jeunes différents autour de projets communs, on arrive à leur faire réaliser des choses ensemble et comprendre un peu mieux comment fonctionne la chose publique et se responsabiliser. Il faut travailler sur plusieurs formes. Il me semble que les secteurs jeunesse des villes doivent réfléchir à comment ils peuvent travailler ces questions-là plus que, de temps en temps, d'offrir des catalogues du loisir.

Rémi Cousin, Directeur de service jeunesse à Tourcoing :

Moi, c'est Rémi Cousin. Je suis Directeur de service jeunesse à Tourcoing dans le Nord, 59. je souhaitais simplement vous signaler qu'il y a une super émission à podcaster sur France info qui s'appelle « carte d'électeur », si vous ne l'avez pas encore entendue, et qu'elle peut être largement partagée via smartphones et compagnie avec notre jeunesse. 52 rendez-vous jusqu'aux élections.

J'ai été sur le site, mais il me reste 6 % de batterie, vous savez, la participation a ses limites. Vous regarderez ça, « carte d'électeur », si vous êtes intéressés.

Je veux vous dire aussi que nous, on a tenté d'être créatif, il y a déjà quelques années, quand on nous a demandé de mettre en place la cérémonie de la citoyenneté, remise de sa carte d'électeur. On a tenté, je dis bien « on a tenté », on s'était mis à rêver, stand des institutions présent dans le hall de l'hôtel de ville, présence du député, aïe ce n'est pas la même couleur politique. Vous imaginez bien que ça a pu faire chou blanc. Une prestation scénique, on remet la carte et tout va bien, tout le monde est content. Chacun ses choix. Je ne suis qu'un exécutant, qu'un technicien. Ensuite, il reste que j'ai beaucoup aimé la réflexion que la promotion du droit de vote des jeunes c'est une politique de droite, ou c'est une politique de gauche. Je ne sais pas. Mais, tout ce que je peux vous dire, c'est que notre maire à Tourcoing, Monsieur Michel François Delannoy, nous a demandé un plan de lutte contre l'abstentionnisme. Mais, il ne l'a pas commandé au service jeunesse. Il l'a commandé au service administratif élections. J'étais en train de regarder sur le site Internet du parti à la rose s'il y avait des comptes-rendus d'universités d'été de La Rochelle parce qu'apparemment, Monsieur Delannoy, mon maire, a fait une table ronde sur la question de la lutte contre l'abstentionnisme. C'était juste pour indiquer quelques sources. Je pense que là-dessus on a bien besoin de quelque littérature en plus de cette magnifique conférence. Merci beaucoup.

Guillaume Sola, Président des JOC de Rouen :

Guillaume Sola, toujours à la JOC de Rouen. C'est pour rebondir sur ce que vous avez dit Monsieur Roudet sur le fait qu'on vote contre une personne parce que c'est le vote sanction dont on parle surtout dans les médias. Je voudrais appuyer ce point de vue par rapport aux élections qui se passent actuellement, les élections socialistes. Pendant une semaine, j'ai beaucoup regardé les chaînes d'info BFM ou I-TV et, à chaque fois, ils montraient un sondage disant « qui voyez-vous battre Monsieur Nicolas Sarkozy ? ». En fait, ils ne le voyaient pas en tant que Président, mais battre Monsieur Sarkozy. Donc, on se demande s'ils veulent gagner les élections ou battre le Président actuel. C'est la question que je me pose. Et je doute que, quand on aura tous les candidats lors du soir du 31 décembre, normalement on aura tous les candidats qui se présentent, si mes souvenirs sont bons, est-ce qu'ils ne vont faire que des sondages sur qui va battre le Président. Sinon, on ne va pas en finir.

Bernard Roudet :

C'est sûr que les médias ont un rôle, effectivement, sur cette position, dans cette situation de politisation négative. Je pense que ce n'est pas sans influence. C'est vrai qu'on ne peut aussi qu'être d'accord avec l'importance et le rôle des conseils municipaux d'enfants, de jeunes, les actions que vous menez, ou les organismes d'éducation populaire. C'est l'Education nationale qui me paraît sur toutes ces questions, alors même qu'il y a des demandes des jeunes, des signes d'intérêt sur la vie politique, l'Education nationale se révèle extrêmement frileuse et prudente. C'est clair. Pour qu'il y ait participation, pour qu'il y ait engagement, il faut, quel que soit le niveau, que les jeunes concernés perçoivent un enjeu. Si les jeunes ne mettent pas de sens dans ces élections ou sur une procédure de participation quelconque, si elles ne font pas sens pour eux, ils ne voteront pas ou ils ne participeront pas. Ça me paraît être assez clair sur cette situation.

Véronique Schmitt, Adjointe déléguée à la Jeunesse en Mairie de Saint-Priest :

Véronique Schmitt, toujours à la Mairie de Saint-Priest, à côté de Lyon. Sur le non cumul des mandats, j'avoue que c'est une orientation à laquelle je suis particulièrement sensible. Toutefois, je pense que la difficulté des politiques - je suis élue, c'est donc bien aussi de moi que je parle - on a du mal à porter un regard systémique sur les problèmes qui se posent. C'est-à-dire qu'on a un peu tendance à voir un besoin ou mieux, souvent un problème, et à apporter une réponse comme si une réponse pouvait résoudre les problématiques qui se posent à nous. J'espère qu'on va aller vers le non cumul des mandats. Je le souhaite très très fort. C'est quelque chose, effectivement, de très important. Mais, si, par ailleurs, on ne réfléchit pas en même temps à un statut de l'élue, si on veut que les jeunes s'engagent davantage, qu'ils soient plus présents en politique, il faut bien se dire aussi qu'avec la précarité, le fait de ne pas pouvoir avoir un CDI, de se sentir en porte-à-faux par rapport à son employeur par exemple, ce jeune en question ne pourra pas assumer son mandat d'élue. Si on est actif, et je souhaite que les élus soient aussi des gens actifs, qu'ils ne perdent pas pied avec la réalité, que ça ne devienne pas un métier, ça demande du temps, c'est

difficilement compatible avec la vie professionnelle et ça l'est d'autant plus que l'on est jeune. Le non cumul ne suffira pas et j'espère bien le faire comprendre à mon parti.

Bernard Roudet :

Pour répondre à la question, on ne peut pas mesurer l'influence des conseils municipaux sur le vote. On ne sait pas si les participants aux conseils municipaux votent plus. C'est difficile à savoir. On peut supposer que l'influence est bénéfique.

Anne Chazal, Directrice Enfance Jeunesse en Mairie de Chambéry :

Anne Chazal, Mairie de Chambéry. Une anecdote sur le rôle des jeunes. Le Conseil général de la Savoie a failli changer de bord. Ça s'est joué au privilège de l'âge. Et c'est le parti qui présentait la personne la plus âgée qui a remporté l'élection, ce qui est assez symptomatique. C'était juste pour l'anecdote. Je pense que le problème de la place des jeunes en politique est le même problème qu'on trouve sur la place des jeunes dans les associations. L'engagement des jeunes ne se décide pas un jour, on se dit « j'ai envie de faire de la politique ». Et on l'a vu tout à l'heure, dans la conférence où une jeune femme disait « j'ai eu envie de m'engager. Ça a été dans une association ». Si la moyenne d'âge des politiques est élevée, celle des associations, même celle des associations qui sont censées s'occuper des jeunes, est également très élevée. Dans une ville de 60 000 habitants comme Chambéry, on s'aperçoit que très vite, on connaît tout le monde. C'est-à-dire que, quand on connaît les gens qui sont dans les associations, qui sont élus, on est dans un réseau fermé. Elus associatifs deviennent politiques et on rencontre toujours les mêmes personnes. Je m'interroge sur la forme associative : est-ce qu'aujourd'hui, elle est d'actualité ? Je pense qu'elle n'est plus du tout sexy et que, peut-être, il faut imaginer d'autres formes d'engagement. Il serait peut-être temps qu'on réforme la loi de 1901 et qu'on donne d'autres outils pour permettre aux jeunes de s'engager d'abord sur des sujets qui les intéressent et qui peut-être après les mèneront à une autre forme d'engagement.

Sylvie Faurie, Vice-présidente en charge de la Jeunesse en Communauté de Communes Nord Libournais :

Sylvie Faurie, élue de Saint-Denis-de-Pile, une petite commune en Gironde et Vice-présidente de la Communauté de communes et future Communauté d'agglomération du nord libournais. Dans ma commune, on travaille sur la charte des associations. Et on propose de mettre en place que le Vice-président ou le Trésorier adjoint ou le Secrétaire adjoint soit un jeune de cette association. Il y a quelques associations qui adhèrent à cela. On va voir ce que ça va donner. Mais on se rend compte que quand un Président veut arrêter son association, il y a du mal à redémarrer un bureau. On est en train de mettre ça en place. Quelques associations sont adhérentes. On va voir ce que ça va donner dans le temps.

Laurent Touron, Chargé du Programme Jeunesse en Conseil régional des Pays de la Loire :

Laurent Touron, toujours du Conseil régional des Pays de la Loire. Je vais plutôt parler sous mon ancienne casquette de Directeur de centre culturel et notamment d'animation jeunesse, d'animateur jeunesse associatif. Pour moi, la problématique du renouvellement des dirigeants associatifs est exactement la même que le renouvellement des dirigeants politiques. C'est aussi quelle place on donne aux jeunes. L'exemple, obliger d'imposer, c'est aussi mettre sous tutelle les jeunes. On en parlait à la conférence, tout à l'heure. Les jeunes de 18, 20 ans, est-ce qu'on les respecte de la même manière quand ils sont dans une association que des associations de parents par exemple. Je prends pour exemple, j'accompagnais des associations de jeunes dans le cadre de mon métier. Les municipalités où ils étaient ne voulaient pas leur donner de salle municipale pour se réunir parce que c'était une association de jeunes, pourtant des jeunes de 18 ans, 19 ans. J'ai posé la question « ils ont une entité juridique, ils ont une capacité juridique, ils ont une assurance, pourquoi, eux, n'auraient pas le droit ? ». Il y a aussi cette réalité-là. Ce n'est pas si simple que ça pour les jeunes de continuer à assumer ces responsabilités-là.

Après on disait que l'engagement politique prend du temps, de faire attention à ce que ce ne soit pas un métier. La réalité fait qu'avec le cumul, c'est une carrière. Quand on dit carrière, on parle de métier. Pour certaines associations bénévoles, c'est aussi un engagement. Mais, on s'investit, on s'investit et aussi on sait faire ça. Je pense que c'est très compliqué. On rentre dans le travers personnel. Qu'est-ce qu'on fait après ? Si on s'en va de l'association, on a fait ça pendant 20 ans,

mais qu'est-ce qu'on fait ? Je sais faire ça. Je ne sais plus faire ce que je faisais avant. C'est un réel problème.

Autant il faut accompagner l'entrée des jeunes dans les associations, autant je pense que l'accompagnement du départ des associations, accompagner les gens à partir de l'association doit aussi se faire. Comment ne pas perdre complètement sa place dans la société si on n'est plus responsable de l'association ?

Frédéric Dubos : Merci à tous et très bonne journée à vous.